

COURRIER SPECIAL MARCHE MONDIALE DES FEMMES

**LA MARCHE MONDIALE DES FEMMES ET LE 26 Janvier 2008
JOURNÉE INTERNATIONALE DE MOBILISATION**

- 1 - Déclaration Internationale de la Marche Mondiale des Femmes : Agir ensemble pour un autre monde
2 - Textes de la MMF sur la situation des femmes en Birmanie, au Congo, en Haiti, au Kenya, en Iran, au Mexique (Chiapas - Attenco et Ciudad Juarez).
3 - Appel du réseau international des Mouvements sociaux
-

1 - Déclaration Internationale Marche mondiale des femmes : Agir ensemble pour un autre monde !

Le 26 janvier 2008, des milliers de femmes, d'hommes et de jeunes seront dans les rues pour dénoncer les injustices et mettre en avant les alternatives économiques, politiques et culturelles qu'ils et elles construisent.

Nous, femmes de la Marche Mondiale, nous nous unissons pour affirmer qu'un monde fondé sur les valeurs de l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix est possible. Nous déclarons notre résistance face à la mercantilisation et à la privatisation des territoires, de la nature, des corps des femmes, et des relations entre les personnes.

On tente d'imposer des intérêts économiques, politiques et religieux par les armes, les occupations, la militarisation de notre quotidien, la criminalisation des pauvres et des combattantes. La violence envers les femmes est au centre de ces stratégies patriarcales et de guerre, utilisée comme un instrument de contrôle, pour essayer de nous faire taire, de rompre les solidarités entre les peuples et à l'intérieur d'une même communauté.

C'est pour cela qu'en ce 26 janvier 2008, nous serons dans la rue, par solidarité envers les femmes qui sont empêchées d'y être. Nous attirons particulièrement l'attention sur les violations des droits humains en Birmanie, en Haïti, en Iran, au Mexique, en République démocratique du Congo et au Kenya où la situation est aiguë et massive, où la violence est institutionnalisée dans l'État ou se manifeste par l'absence totale d'État.

Dans d'autres pays, cette violence n'est pas tant visible et peut faire l'objet des manchettes des journaux mais elle est également présente, de tout temps et dans tous les espaces, parfois très proche de nous. Le fait que les violations des droits des femmes soient fréquentes ne signifie pas qu'elles soient naturelles ou supportables. Notre indignation nous accompagne, dans les rues.

Nous continuerons à marcher jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres !

2 - Textes de la MMF sur la situation des femmes en Birmanie, au Congo, en Haiti, au Kenya, en Iran, au Mexique

“Nous manifestons en solidarité avec les femmes qui ne peuvent pas le faire ailleurs dans le monde”. Elles sont présentes !

En Birmanie :

En septembre 2007, les femmes ont occupé une place de premier plan lors du soulèvement social le plus important de ces vingt dernières années : dans la lutte contre la dictature militaire en Birmanie, elles ont joué un rôle clé lors des premières protestations contre l'augmentation du prix de l'essence, "ouvrant la voie" aux moines bouddhistes, aux étudiant-es et à la population en général. Elles ont également souffert les conséquences de cet engagement : Plusieurs leaders ont été contraintes de fuir parce que les autorités avaient envahi leurs maisons et distribué des "avis de recherche" avec leurs photos dans les postes de contrôle de Rangoon et d'autres villes. La presse indépendante rapporte que Nilar Thein, membre du groupe Génération 88, qui était à la tête des premières protestations contre l'augmentation des prix à Rangoon a dû laisser son bébé de quatre mois et s'enfuir. De même, Su Su Nway, qui avait gagné le prix "Liberté" et qui dirigea également une manifestation à Rangoon, a été capturée mais a réussi à s'échapper et se cache actuellement. On présume que Mie Mie - militante pro-démocratie - et Phyu Phyu Thin - associée à la lutte contre le SIDA - seraient cachées également à l'heure actuelle. Toutes ces femmes ont déjà été emprisonnées pour leurs activités pro-démocratie [1].

Des laïques et des religieuses bouddhistes ont également été attaquées lors des diverses manifestations réalisées à Rangoon. Les récits de témoins de la répression de Shwedagon Pagoda ont révélé que les troupes de choc de la police militaire ont spécifiquement attaqué les femmes et les ont battues alors qu'elle tentaient de s'enfuir du lieu [2].

" À ce moment-là, la fille ne savait pas si elle devait se jeter par terre ou s'arrêter. Un officier des troupes de la police l'a battue au visage avec sa matraque. La fille s'est évanouie. Elle devait avoir dans les vingt ans - il y avait du sang sur tout le visage et son crâne était peut-être brisé. Je ne sais pas si elle est morte. Personne ne pouvait l'aider. Si on levait la tête, on se prenait des coups de pieds avec leurs bottes ". - Htun Kyaw Kyaw décrivant les arrestations du 27 septembre [3].

La situation actuelle des femmes militantes [4] :

Hormis les arrestations lors de la violente répression qui éclata suite à une manifestation pacifique conduite par six moines, 106 femmes furent détenues, dont six religieuses bouddhistes. Le 23 novembre 2007, la Ligue des femmes de Birmanie (LFB) a lancé à Bangkok une campagne internationale visant la libération des femmes défenderesses des droits humains en Birmanie. Elle y ont lancé le rapport "Le courage de résister" qui présente de manière détaillée la manière dont les militantes ont été persécutées, agressées, torturées et faussement accusées de crimes et comment leurs familles sont menacées et maintenues en otages.

Des mères qui allaitaient, des femmes enceintes ou âgées ont été la cible des forces paramilitaires et de la police secrète du régime. Les femmes ont aussi été utilisées par la dictature dans sa campagne de diffamation contre les militantes et forcées à admettre devant la caméra qu'elles avaient eu des relations sexuelles avec des moines.

" Nous sommes très préoccupées par la sécurité et le bien-être des militantes qui sont cachées et des prisonnières et prisonniers politiques qui sont dans des prisons ou dans des centres de détention sur tout le territoire birman " a déclaré la porte-parole de la LFB, Paw Hset Hser. « Nous sommes particulièrement inquiètes car les femmes, y compris les religieuses, sont victimes de violences de genre et de violences sexuelles qui s'ajoutent à toutes les privations et aux conditions inacceptables de détention » a-t-elle ajouté.

La LFB lance un appel aux gouvernements du monde entier pour la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les femmes défendresses des droits humains et des autres prisonnières politiques de Birmanie, y compris Daw Aung San Suu Kyi, et la garantie pour les femmes militantes qui vivent cachées d'un retour à la maison et en famille en toute sécurité. La LFB demande également que le Rapporteur spécial de l'ONU sur la Violence contre les femmes dépêche une mission d'investigation en Birmanie.

À ce jour, (18 décembre 2007), seulement une femme enceinte a été libérée et le régime militaire continue à pourchasser les militantes politiques. Des militantes importantes comme Nilar Thein vivent encore cachées.

Sources :

[1] [4] AWID Association of Women's Rights in Development)- Document - Participation des femmes dans le soulèvement du 28 septembre 2007 en Birmanie

[2] Human Rights Watch - Répression des protestations populaires en Birmanie, décembre 2007.

[3] Ligue des femmes de Birmanie (LFB), Communication personnelle.

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« En ce moment, un véritable féminicide a lieu en République démocratique du Congo (...), il n'existe rien de similaire ailleurs dans le monde » (Stephen Lewis, envoyé spécial de l'ONU sur le HIV/SIDA en Afrique) [1]. Nous assistons à une barbarie indescriptible qui se déroule sous les yeux du monde, mais face à laquelle personne n'intervient. Ce qui se passe dans l'Est du Congo est la suite du génocide du Rwanda. L'épidémie de viols " a pour objectif de détruire les femmes » (un médecin travaillant dans l'épicentre de l'épidémie) [2] et les autorités locales font peu ou rien pour y mettre fin et pour poursuivre les responsables. Le féminicide est perpétré en toute impunité et immunité.

Les viols et les brutalités contre les femmes, adolescentes et fillettes " prolifèrent et sont commis par des groupes armés para-étatiques, par les Forces armées de la RDC, par la Police nationale congolaise, et toujours, par de plus en plus de civils ", selon une avocate turque Yakin Ertuk, rapporteuse spéciale pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur la violence contre les femmes. La situation dans la province de Kivu Sur, où agissent les rebelles du pays voisin, le Rwanda, est la pire qu'elle ait jamais vue [3]. Selon les Nations unies, 27.000 agressions sexuelles ont été relatées en 2006 pour la seule province de Kivu Sur, et ce n'est qu'une partie des crimes soufferts dans tout le pays.

Les atrocités perpétrées dans cette zone par les groupes armés - dont certains semblent avoir été impliqués dans les massacres du Rwanda de 1994 où 800.000 personnes avaient été assassinées - « sont d'une brutalité inimaginable qui va bien au-delà des viols ", selon certaines affirmations.

" Les femmes sont violées en bande, parfois devant leurs familles et communautés. Dans plusieurs cas, les hommes de la famille sont obligés de violer leurs propres filles, mères, soeurs " sous la menace d'un pistolet, déclare-t-on [4]. Après le viol, les victimes reçoivent des tirs ou des coups de poings au niveau de l'appareil génital - détruisant leur vagin - et les adolescentes sont kidnappées pour être mises enceinte. Les survivantes racontent que, lorsqu'elles étaient maintenues prisonnières comme esclaves sexuelles par les bandes en question, elles étaient obligées de manger des excréments ou la viande des membres de leur famille morts. Des centaines d'entre elles, des femmes qui après la violence soufferte sont rejetées par leur entourage, se retrouvent à l'hôpital de Panzi, à Bukavu. Leur utérus détruit, elles ne parviennent pas à retenir l'urine et, dans l'attente d'une opération, elles circulent avec un sac plastique sous leur jupe [5]..

Mélanie : " Tes jambes ne te servent à rien, je vais te les brûler ". C'est ce que lui a dit son mari lorsqu'elle est revenue à la maison et lui a raconté qu'elle avait été violée dans les champs où elle travaille. Furieux, au lieu de la consoler, son mari l'a accusée de ne pas s'être enfuie. Il l'a couverte de combustible et l'a incendiée.

Marie a été violée avec sa fille de 8 ans.

Euralie a été violée devant ses propres enfants par huit soldats qui venaient de tuer son mari.

Noella, 18 ans, a été esclave sexuelle pendant trois ans et son fils lui a été enlevé.

Ndamosu, 70 ans, a été violée à plusieurs reprises.

Emérence, 25 ans, a été attaquée et violée plusieurs fois devant ses enfants et dans sa propre maison. Elle se souvient avoir vu trois violeurs avant de perdre conscience, couverte de sang [6]

" La violence sexuelle soufferte aujourd'hui en RDC est sans équivalent dans le monde (...) la quantité des cas, la brutalité des agressions, l'impunité qui règne... Cela fait peur " (John Holmes, Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les questions humanitaires) [7]

Sources:

[1] [2] Audet, E. (27 octobre 2007) *En toute impunité : Féminicide au Congo*

[3] [4] Evans, R. (30 juillet 2007) *Violence against women "beyond rape" in Congo*

[5] Braeckman, C., envoyée spéciale à Walungu, Kaniola et Nzibira (Sud-Kivu, RDC) (25 septembre 2007)

[6] RODHECIC (décembre 2007) *Bulletin d'information: Femmes Debout*

[7] Documentaire de Susanne Babila (2007) *Le viol, une arme de guerre au Congo*

EN HAITI

Les conventions de Genève sont claires : le viol est un crime de guerre. Et, depuis la sentence prononcée par le Tribunal pénal de Arusha, le viol des femmes est un crime contre l'humanité. Il faut préciser que, malgré leur absence de planification, les crimes sexuels des casques bleus sont devenus si répétitifs que l'on peut presque les qualifier de "massifs". En effet, les opérations de maintien de la paix se transforment en destruction de vagins et en viols de jolies filles...

Femmes violées, enfants abusés et trafic humain : les dénonciations ne datent pas d'hier, l'indifférence non plus. Les viols, la pédophilie, et le trafic humain destiné au commerce sexuel, semblent faire partie du programme à accomplir par les troupes de l'Organisation des Nations unies (ONU) déployées aujourd'hui en Haïti. Les dénonciations autour des actes de cette nature ont commencé presque à l'unisson lors du déploiement des casques bleus sur le territoire en février 2004. Nous exprimons notre indignation face au silence du gouvernement haïtien sur les cas d'abus sexuels à l'encontre des femmes et des mineures par 108 soldats et 3 officiers de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), tous originaires du Sri Lanka. CONAP (une Plateforme d'organisations féministes très active et bien connue), dans une lettre du 19 novembre 2007, exige que le gouvernement aille au-delà des protestations et de déclarations pour qu'enfin ces violences perpétrées en toute impunité par les occupants soient sévèrement condamnées et sans équivoque par les instances nationales compétentes. Elles demandent :

- des actions pour l'obtention d'information du ONU et leur diffusion publique ;
- l'ouverture d'une investigation pour identifier le numéro des femmes et mineures victimes, et les autres contingents de la MINUSTAH qui ont perpétré des violations sexuelles contre les haïtiennes
- des actions concrètes pour assurer la représentation des victimes au Court pour obtenir justice et réparation ;
- La sortie des troupes étrangères de Haïti.

Les crimes sexuels perpétrés par les soldats de la paix se multiplient dans plusieurs pays du monde (Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Libéria, Kosovo, etc.). Cependant, c'est en Haïti que 1600 militaires et 1700 policiers appartenant à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du pays ont été dénoncés, en particulier pour tirer parti de la population locale.

Protégés par leur immunité concernant les lois en vigueur dans la nation la plus démunie de l'hémisphère, les casques bleus ont prostitué des enfants, des adolescents et des femmes, en échange d'aliments ou d'argent, ils en violèrent d'autres et infligèrent toute sorte de mauvais traitements. Il suffit de rappeler le cas d'une fillette de 11 ans abusée par des membres des troupes face au Capitole du Palace présidentiel ou du jeune mineur de 14 ans, violé dans une base navale établie par l'ONU dans ce pays. Malgré le rapport médical détaillé présenté par les défenseurs des droits humains, la dénonciation concernant les deux cas fut négligée par l'organisme international devant " le manque de preuves ".

Plusieurs citoyennes et citoyens, de même qu'un grand nombre d'organisations de la société civile du pays exigent que les agresseurs soient jugés et punis. Ils réclament notamment ces mesures pour les soldats dont l'implication dans des cas d'abus sexuels sur des mineures haïtiennes a été prouvée dans un premier rapport des services de contrôle interne de l'ONU.

Concernant les 108 militaires du Sri Lanka, ceux-ci ont été rapatriés par les Nations unies, le 3 novembre 2007. Par la suite, les autorités du pays en question ont ouvert une enquête avant de "soumettre à la justice les soldats dont la culpabilité a été établie", selon les dires du chef civil de la MINUSTAH, Hédi Annabi, qui a ajouté qu' "il est absolument inacceptable que les actes de quelques-uns puissent entacher la réputation de la mission".

Koffi Annan, alors qu'il était Secrétaire général de l'ONU, lui-même ex-responsable du département de maintien de la paix, a déclaré la "tolérance zéro" pour tout le personnel des opérations de maintien de la paix des Nations unies, exhortant vivement les États membres à en faire de même avec leurs contingents nationaux". Toute l'incohérence juridique est là. Les casques bleus, dans tous les terrains d'opérations pour la paix, ne peuvent être mis en accusation que par les juridictions militaires de leurs propres pays et non par le Tribunal pénal international de La Haye. Il paraît évident qu'une instance est nécessaire pour juger les auteurs de ces actes de barbarie, ces attaques à la dignité humaine, spécialement envers les femmes. Le viol n'est pas une condition pour maintenir la paix...

Sources:

<http://www.pieldeleopardo.com/modules.php?name=News&file=article&sid=4108>

<http://www.pieldeleopardo.com/modules.php?name=News&file=article&sid=4145>

EN RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

" Nous n'avons pas de liberté en Iran, le gouvernement iranien est une dictature et nous ne pouvons pas commémorer (le 17 octobre 2007) en Iran, parce que beaucoup de femmes qui luttent pour la liberté sont en prison. Liberté pour toutes et tous. »

La violence de l'État contre les femmes en République islamique d'Iran recouvre plusieurs formes : le port obligatoire du voile, la misogynie, la violence sexuelle, les lapidations, les exécutions et les mutilations. Au cours de 2007, le régime islamique a augmenté les vagues d'arrestations, les séquestrations et la pratique de la terreur envers les femmes et travailleurs mobilisés. Pour tenter de réduire au silence les voix dissidentes du pays, beaucoup de militantes ont été arrêtées et emprisonnées en raison de leur participation à des protestations pacifiques et à la campagne "Un million de signatures pour en finir avec la discrimination contre les femmes", un mouvement de prise de conscience sur la législation discriminatoire en République islamique d'Iran. Parmi ces femmes, se trouvent :

- Delaram Ali : 24 ans, assistante sociale et défenseuse des droits des femmes. En juillet 2007, elle fut condamnée à 34 mois de prison et à 10 coups de fouet pour " participation à une manifestation illégale ", " propagande contre le régime " et " perturbations de l'ordre public ". En novembre, la sentence fut réduite à 30 mois de prison sans coups de fouet. En effet, elle avait participé à une manifestation pacifique à Haft Tir sur la place de Téhéran le 12 juillet 2006 qui revendiquait la fin des lois qui discriminent les femmes. Elle a eu la main gauche cassée et elle a été battue par la police au moment de son arrestation. Pendant son jugement, son avocat chargé de la défendre n'a pas été autorisé à parler ou à s'exprimer à la Cour [1].

- Hana Abdi : 21 ans, étudiante à l'Université de Payam Noor Bijar, est également victime de la répression. Hana est une des militantes de la campagne « "Un million de signatures" ». Elle a été retirée à son foyer, où elle vivait avec sa famille à Sanandaj (une ville de la région kurde, au nord-est de l'Iran) le 4 novembre 2007 pour être emprisonnée. Son ordinateur et les documents relatifs à la campagne ont été confisqués plus tard [2].

- Ronak Safarzade : amie de Hana Abdi et militante de la campagne "Un million de signatures" a été arrêtée le 9 octobre 2007 et est également détenue dans la province du Kurdistan sans avoir été jugée et considérée coupable par la Cour. L'unique réponse donnée à la mère de Ronak est qu'il s'agirait d'intimidation de la part des autorités [2].

" Le gouvernement ne possède aucune preuve suggérant que Ronak Safazadeh et Hana Abdi ont fait autre chose que participer pacifiquement à la campagne pour le droit des femmes iraniennes " (Sarah Whitson, Directrice de Human Rights Watch pour le Moyen-Orient) [3].

- Maryam Hosseiankhah : le 17 novembre, Maryam obéissait à une intimation écrite l'invitant à comparaître devant la Cour révolutionnaire de Téhéran,- pour sa participation à la campagne "Un million de signatures" et à une rencontre pacifique visant à remettre en question l'accusation d'autres militantes, le 4 mars 2007. Elle avait été une des 26 femmes arrêtées à ce moment-là puis libérées dans les semaines suivantes. Elle fut officiellement accusée de " perturber l'opinion publique " et de « publier des mensonges ". Une caution très élevée a été fixée pour sa libération, soit 100 millions de tomans (environ 100.000 dollars). Comme elle ne pouvait pas la payer, les autorités l'ont transférée à la prison d'Evin où elle séjourne dans l'Unité 3 d'une prison commune de femmes. Elle a été appelée à comparaître devant la Cour les 18 et 19 décembre.

- Jelveh Javahari : Le 1^{er} décembre, Jelveh recevait une lettre d'intimation à comparaître de manière urgente devant la Cour révolutionnaire de Téhéran, également accusée de participer à la campagne "Un million de signatures" et à la manifestation pacifique du 4 mars 2007. La Cour l'a condamnée pour "perturbations de l'opinion publique ", " propagande contre l'ordre " et " publication de mensonges à travers la publication de fausses nouvelles " avant d'être transférée à la prison d'Evin où elle se trouve également dans l'Unité 3 de cette prison pour femmes. Dans un entretien avec la mère de Javahari, disponible sur la page de la campagne "Un million de signatures", on apprend que la Cour avait fixé initialement une caution à 50 millions de tomans (près de 50.000 dollars) mais a rapidement retiré sa proposition jusqu'à un complément des investigations sur son cas. Elle a été appelée à comparaître devant la Cour les 18 et 19 décembre.

" Il semblerait que la persécution des militantes pour les droits humains par le gouvernement iranien n'ait pas de fin (...) ils sont en train de condamner les femmes sous de nouveaux chefs d'inculpations avant même d'avoir les preuves " (Sarah Whitson, Directrice de Human Rights Watch pour le Moyen-Orient) [3]. L'emprisonnement de ces femmes constitue une violation évidente de leurs droits à la liberté d'expression et d'association. Ces abus font délibérément partie d'une campagne d'intimidation envers les militantes des droits humains et la société civile en général en Iran, où l'on observe la mise en place d'une répression sans précédents contre les personnes qui s'opposent pacifiquement au gouvernement.

Nous condamnons les abus à l'encontre des droits des hommes et des femmes en République islamique d'Iran. Nous demandons à l'État qu'il retire les accusations pour motifs politiques contre les militantes pour les droits des femmes, qu'il annule les sentences criminelles et qu'il libère immédiatement toutes les militantes et prisonnières politiques.

En période de menace de guerre ou de conflits, les femmes, les hommes et les enfants sont les plus exposés aux abus des droits humains de la part de l'État et des envahisseurs externes. La République islamique d'Iran ne constitue pas une menace pour la sécurité des États-Unis. C'est pourquoi, nous rejetons fermement l'intervention militaire dans ce pays et demandons une solution diplomatique et le respect de la souveraineté iranienne. Nous condamnons l'utilisation des accusations sans preuves pour justifier une "autre guerre préventive" au Moyen-Orient qui aura des conséquences directes sur la société civile.

Sources:

[1] [4] <http://www.amnestyinternational.be/doc/spip.php?article12082>

[2] <http://www.petitiononline.com/maryam20/petition.html>

AU KENYA

Période pré-électorale

Pendant les semaines qui ont précédé les élections au Kenya, de violents incidents contre des candidates en raison de leurs positions politiques ont été signalés. L'augmentation de ces cas est alarmante, bien qu'on suppose que le nombre connu aujourd'hui est en réalité plus élevé, de nombreux faits n'étant pas diffusés par les médias.

La violence politique contre les candidates est une attitude commune à tous les partis politiques - notamment les grands. Les femmes sont la cible, simplement parce qu'elles sont des femmes. Beaucoup d'entre elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour leur sécurité personnelle, même celles qui ont triomphé dans les élections internes du parti, avant les élections.

Bien que les candidates et les candidats présidentiels soient de tout temps aussi exposés les uns que les autres à la violence, le gouvernement a décidé de ne protéger que ces derniers, constituant une attitude plus que critiquable à l'occasion des élections générales de 2007. Il est nécessaire de rappeler au gouvernement qu'il a l'obligation de protéger toute personne ou groupe dont les droits civils et politiques sont menacés. Malgré l'insistance des organisations de la société civile pour que le gouvernement accomplisse son obligation, indifféremment de l'appartenance politique, jusqu'alors, on a fait très peu pour protéger les candidates. En outre, leurs agresseurs jouissent d'une totale impunité même quand ils sont identifiés par leurs victimes.

Le 31 novembre 2007, Alice Onduto, une candidate qui avait été battue aux élections primaires dans la circonscription de Lugari, a reçu trois coups de feu tirés à bout portant alors qu'elle était à l'arrière de son véhicule, attendant l'ouverture de la porte du garage de sa maison à Nairobi. Rien n'a été volé par les tueurs qui ont disparu tout de suite après l'agression.

Encore pire, on observe que la violence éclate non seulement vis-à-vis des candidates mais aussi envers les femmes des familles des candidats, comme dans le cas de l'épouse et des filles du candidat parlementaire du district de Kisauni et de leur employée de maison qui ont été violées et battues par des opposants.

Période post-électorale

Plus de 500 personnes sont mortes et près de 250.000 ont été expulsées de leurs foyers, victimes de la violence ethnique qui s'est déchaînée depuis que Mwai Kibaki a été déclaré vainqueur des élections présidentielles, le 30 décembre. Des observateurs internationaux des élections ont dénoncé l'irrégularité des résultats électoraux présidentiels notamment dans le recomptage officiel des votes.

- Gathoni, une marchande de légumes de 28 ans, qui jusqu'aux élections vivait dans l'énorme bidonville de Kibera avec Joanne, une copine et Eric son fils de sept ans, n'a maintenant plus où aller ni comment subvenir à leurs besoins. Expliquant comment elle a laissé sa maison, Gathoni raconte qu'" Il y avait des hommes qui jetaient des pierres qui ont éraflé la bouche d'Eric (...). Ils disaient que Kibaki avait volé les élections et qu'ils ne voulaient voir aucun Kibuyu (le groupe ethnique de Kibaki à Kibera). Ils nous ont jeté dehors et ils ont enlevé tout ce que nous avions à la maison"

Les viols ont également augmenté depuis l'annonce des résultats controversés des élections présidentielles. Selon au moins un hôpital de Nairobi, les femmes ont été particulièrement touchées par la vague de violence qui a dévasté plusieurs zones résidentielles de la capitale kenyane. Le *Women's hospital* a reçu 19 cas de viols le 31 décembre, presque le double de la moyenne quotidienne. " C'est comme si l'on avait essentiellement affaire à des viols collectifs

systematiques", a expliqué Sam Thenya, le directeur de l'hôpital. " Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg " a-t-il affirmé, ajoutant que celles qui sont arrivées à l'hôpital ont parlé d'autres victimes de viols qui n'ont pas pu quitter leur domicile pour venir se faire soigner en raison des problèmes d'insécurité ou du manque de moyens de transport. Selon M. Thenya, les victimes de viol à Nairobi viennent généralement des bidonvilles de Kibera, Korogocho, Mathare et Dandora. Les agressions, perpétrées essentiellement par des partisans d'Odinga, visaient les communautés supposées favorables à M. Kibaki, mais certains cas de représailles ont également été signalés.

Sources:

<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=76068>

<http://www.guardian.co.uk/kenya/story/0,,2237448,00.html>

<http://216.180.252.4/archives/index.php?mnu=details&id=1143978268&catid=4&PHPSESSID=a363f80f821532b90dac3c99ce75d56d>

<http://www.guardian.co.uk/kenya/story/0,,2236014,00.html>

AU MEXIQUE : CHIAPAS

Pendant 14 ans, les femmes et les hommes indigènes zapatistes ont résisté à la violence de l'Etat mexicain. Après le soulèvement initial du 1er janvier 1994 - au moment où le EZLN assumait le contrôle d'une grande partie de l'état du Chiapas dans le sud-est mexicain - la population civile s'est vue la cible de bombardements, massacres, tortures et de disparitions, crimes perpétrés par l'armée mexicaine. Cette violence extrême ne s'est atténuée que grâce à d'énormes manifestations et à la solidarité mondiale exerçant une forte pression sur le gouvernement.

Depuis lors, les Zapatistes ont tenté de se retirer et de trouver une solution pacifique qui garantisse leurs droits et la protection des populations indigènes. Mais, à tout moment, le Gouvernement fédéral les a trahis, poursuivant une guerre de faible intensité contre la population du Chiapas Avec l'intention de détruire l'organisation communautaire des peuples autochtones et de réduire l'appui du EZLN, l'armée mexicaine a également entraîné et financé des groupes paramilitaires de travailleurs ruraux, les contraignant à envahir les terres zapatistes. A travers les menaces et le déclenchement d'un cycle de violence ayant recours aux persécutions et à la torture, l'armée mexicaine a bafoué les droits fondamentaux de l'homme.

La situation actuelle dans le Chiapas est critique. En même temps que la politique du nouveau président, Felipe Calderón - élu frauduleusement - exerce une répression brutale, notamment concernant les manifestations de la société civile à travers tout le pays (Atenco, Oaxaca...), dans le Chiapas, les effectifs de l'armée fédérale ont été doublés et les groupes paramilitaires sont plus nombreux et violents que jamais, agissant en toute impunité. Les travailleurs indigènes ruraux sont chassés de leurs terres et les autorités autonomes sont menacées. De même que le gouvernement utilise tous les moyens possibles pour diviser les communautés indigènes et pour créer un conflit ethnique, notamment en donnant des Certificats de propriété de la terre communautaire indigène aux ennemis des Zapatistes, et en mettant à la disposition des familles et des communautés qui se déclarent contre le EZLN de grandes quantités d'argent (pour construire des écoles, etc.).

MEXIQUE : ATENCO

Le 3 mai 2007, la ville de San Salvador Atenco (dans les environs de Mexico) a été la scène de violentes confrontations entre la police et les paysans locaux qui s'opposaient à l'expropriation de leurs terres, soit 4.000 ha destinés à la construction d'un nouvel aéroport. Les paysans ont affirmé qu'ils préféreraient mourir plutôt que d'abandonner leurs terres et aller grossir le nombre des pauvres des quartiers de banlieue de la capitale. Ils ont alors décidé de prendre des otages et se sont réfugiés dans leur village derrière des barricades de feux [1].

Le jour suivant, trois mille policiers entrèrent dans le village et écrasèrent la rébellion. Un mineur a été assassiné, un autre jeune est tombé dans le coma, 217 hommes et femmes ont été emprisonnés et torturés et 23 femmes ont subi des violences sexuelles. Parmi elles, les Espagnoles Cristina Valls et María Sostres Tarrida, l'Allemande Samantha Ariane Marei et la Chilienne Valentina Larissa Palma [2].

MEXIQUE : CUIDAD JUÁREZ, LA PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG

La ville de Ciudad Juárez est devenue funestement la plus connue concernant le fémicide, répertoriant entre 1993 et 2006 464 assassinats qualifiés selon les experts de " fémicide sexuel systématique ". En 14 ans, la Ciudad est devenu l'exemple de la violence fémicide, la partie visible de l'iceberg d'un phénomène qui touche toute la République fédérale du Mexique, selon le document intitulé "Commission spéciale de fémicide de la LIX^e Législature de la Chambre des députés ", première radiographie de la violence féminine dans le pays. Cette investigation, réalisée dans les 32 états fédéraux, signale qu'à travers tout le pays, 1205 fillettes, jeunes filles et femmes ont été assassinées en 2004 : chaque jour meurent ainsi 4 fillettes, jeunes filles ou femmes et plus de 6000 fillettes, jeunes filles ou femmes ont été tuées entre 1999 et 2005.

La fréquence de ces crimes et les viols envers les femmes s'insèrent dans le contexte du Traité de libre-échange entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada, détruisant les moindres chances de survie de la majeure partie de la population à travers la transformation des droits humains en marchandise et créant un climat de répression vis-à-vis de la résistance populaire. De plus, les risques d'une plus grande militarisation avec l'entrée en vigueur de l'ASPAN (Alliance pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord) sont lourds de conséquences en particulier pour les femmes, surtout si l'on considère le degré d'impunité dont bénéficient les militaires pour les crimes perpétrés.

Parmi les cas les plus récents de viols et d'assassinats, en plus de ceux de Ciudad Juárez, on citera celui d'une femme indigène, Ernestina Ascención à Zongolica, Veracruz. Concernant les agressions sexuelles, on évoquera celles commises contre treize femmes à Castaños Coahuila et les jeunes victimes de Carácuaro et Nocupétaro, de Michoacán. On parlera aussi des abus sexuels perpétrés contre des femmes de Atenco et Oaxaca qui, avec la complicité des autorités supposées responsables de la justice, ont été injustement emprisonnées, voyant leurs droits violés. Nous pouvons affirmer que le gouvernement actuel essaie d'utiliser la violence sexuelle comme un moyen d'intimidation envers les femmes organisées.

Au Mexique, ces faits sont dissimulés par la totale impunité dont bénéficient les auteurs de ces crimes. Mais le pire et le plus révoltant, c'est que les autorités chargées de garantir les droits des femmes sont celles qui disculpent les responsables des violences, démontrant ainsi la prééminence d'un contexte de violence d'Etat [3].

Sources:

[1] <http://www.guardian.co.uk/international/story/0,,768471,00.html>

[2] Retrato Radical, Interview with Sub-commander Marcos, December 2007

3] Concha, L.A. (2007) La violencia feminicida en México

3 - Appelle du Réseau International des mouvements sociaux: occuper les rues le 26 janvier 2008 afin d'agir ensemble pour un autre monde

Les mouvements sociaux sont aujourd'hui confrontés à une nouvelle étape de l'offensive du système capitaliste dans sa phase néolibérale. Cette période se caractérise avant tout par l'instauration d'un état de guerre globale permanente. Cette guerre prend la forme, pour la majeure partie de l'humanité d'une guerre de recolonisation. Sous couvert de "lutte contre le terrorisme", cet état de guerre vise avant tout au contrôle des ressources naturelles par le pillage des peuples du monde

entier. Les projets états-uniens de Grand Moyen Orient ou en Amérique du Sud en sont les aspects les plus visibles. Mais ils ne sauraient cacher les guerres "oubliées" menées sur les continents africain ou asiatique. L'expansion des gouvernements de l'Etat d'Israël s'intègre dans cette volonté de mise sous contrôle de la planète entière.

Les mobilisations des mouvements sociaux contre cet état de guerre permanent incluent la définition de nouvelles solidarités internationales avec les peuples qui résistent. Mais la violence du système prend d'autres formes que la guerre ouverte contre les "peuples rebelles" au credo néolibéral. La répression des mouvements sociaux, la restriction des droits fondamentaux sont une autre arme pour casser ces mêmes résistances. Les occupations militaires, la mise en place de bases étrangères sont une atteinte ouverte à la souveraineté des populations et à leur volonté d'émancipation de la domination impériale.

Les déplacements forcés de population, les expropriations, autres formes de violence, sont les conséquences de la volonté de marchandiser la terre, l'eau et les autres ressources naturelles. Cet état de guerre s'étend à l'ensemble de la société, les violences deviennent la forme naturelle de l'oppression. Les femmes en sont les premières victimes. La planète elle-même subit les conséquences de cette fuite en avant du système. La recherche du profit maximal le plus rapide provoque les changements climatiques et la pollution mettant en crise les équilibres naturels.

Cette violence s'étend également à tous les niveaux de la vie sociale. Le refus de la privatisation des ressources naturelles au bénéfice des transnationales est assimilé au terrorisme. En remettant en cause la souveraineté des peuples, l'utilisation et le partage de leurs richesses naturelles ou produites, ce sont les bases mêmes de la démocratie que l'on sape. Les dictatures, la corruption se nourrissent de cette situation. Les droits élémentaires sont niés aux victimes que sont les classes productives, travailleurs et travailleuses des secteurs formels ou informels, paysans et paysannes, etc. Les populations les plus pauvres se voient encore davantage précarisées, au Nord comme au Sud. Des milliards de personnes se voient privées des biens communs élémentaires que sont l'éducation, la santé et le droit au logement.

L'exigence de la souveraineté alimentaire est une réponse des organisations paysannes, de pêcheurs et de l'ensemble des populations visant à satisfaire leurs besoins en toute autonomie vis-à-vis du marché mondial.

Les populations victimes de ces politiques, des conflits qui y sont liés sont souvent contraintes de fuir leur pays. A l'heure de la libre circulation des capitaux, la défense des droits des migrants et migrantes, des réfugiés du néolibéralisme et de l'oppression, des femmes qui fuient les mariages forcés ou les mutilations sexuelles, tout comme la défense de la diversité sexuelle, sont des tâches élémentaires des mouvements sociaux que nous sommes.

Le patriarcat se trouve renforcé par le système économique dominant. La traite des femmes et des enfants, la prostitution sont une preuve supplémentaire de la marchandisation de tous les aspects de la vie. La situation des femmes au travail se voit aussi aggravée, en particulier dans les zones franches où elles représentent la plus grande part d'une main d'œuvre sans droits.

Nos ennemis directs sont clairement identifiés. Le G8 tout d'abord, mais aussi la Banque mondiale et le FMI qui imposent des politiques qui sont les vecteurs de cette recolonisation. La dette imposée par ces institutions permet non seulement de permettre la privatisation des richesses du monde entier, mais aussi le transfert des richesses produites au Sud vers les classes dominantes majoritairement basées au Nord.

L'OMC et les accords bilatéraux aggravent encore cette situation, les APE par exemple. Que ce soit pour l'agriculture, le travail, l'environnement, la propriété intellectuelle, les migrations, la libéralisation des services, un cadre s'impose aux peuples du monde entier. Les Etats eux-mêmes impulsent ces politiques, ou les appliquent.

L'enjeu pour les mouvements sociaux est de permettre la convergence des mobilisations globales contre ces ennemis, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés dont les populations subissent les effets de ces mêmes politiques.

Ce tableau ne doit pas masquer les difficultés que le système connaît pour réaliser ses objectifs. Son projet a connu des échecs significatifs dus aux résistances populaires. Mais notre plus grande victoire est d'avoir détruit l'évidence qu'il n'y aurait pas d'alternative possible. La 'pensée unique' a été remise en cause, la légitimité même du système dominant se pose à une échelle de masse.

Dans la continuité du processus du Forum Social Mondial et du travail de construction des alliances entre nos mouvements sociaux, dont la rencontre de Bruxelles en octobre 2006 constitue une étape importante, les mouvements sociaux, ici présents à Belém, appellent à participer activement aux journées d'action globale qui culmineront le 26 janvier 2008.

Belém - FSM - le 30 octobre 2007